



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 18^e Année - Mars - Avril 1972 - Numéro 173 - 1 Franc

CLASSES SOCIALES ET RÉVOLUTION : MYTHE OU RÉALITÉ ?

**changer la vie! DOSSIER :
URBANISME ET SOCIÉTÉ**

le mouvement royaliste

**LA NOUVELLE
ACTION FRANÇAISE**



Départements non cités et isolés :
Ecrire à la Nouvelle Action française
17, Rue des Petits Champs - Paris 1^{er}
qui transmettra

Pour tous renseignements, n'hésitez pas à
prendre contact avec nos correspondants ou
à leur écrire :

PARIS ET REGION PARISIENNE

La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits Champs - Paris 1^{er} (4^e ét.)
Tél. : 742.21.93

HAUTS-DE-SEINE :

Rueil : Pierre Brumeaux, 8, rue des Go-
dardes.

Bourg-la-Reine, Sceaux, Antony : Cercle à
18 h. et permanence à 19 h., le jeudi au
Café Condorcet à Bourg-la-Reine (à 5 mn.
de la gare).

SEINE-SAINT-DENIS :

J. Giraud - 109, av. du Président Wilson
93-Plaine Saint-Denis

VAL DE MARNE :

Permanence le jeudi à 15 h., au Café « Les
Cascades », à la Porte Dorée.

VAL D'OISE :

G. Cordin - 8, rue Schaeffer
95-Deuil-la-Barre

FEDERATIONS

NORD - PAS-DE-CALAIS

Permanence à Lille, 37, rue Alexandre Le-
leux (2^e étage), le samedi, de 18 heures à
19 h. 30, et le jeudi, de 18 h. à 19 h.

BRETAGNE

(Finistère, Morbihan, Côtes du Nord, Ille-et-
Villaine, Loire-Atlantique).

Mlle Yolande de Prunelé
Château de Trécesson, 56-Campeneac

Permanence le jeudi à 16 h., au local, 16,
rue de Châteaudun (1^{er} étage - entrée sous
le porche) à 35-Rennes.

Jean de Monneron - Bel Air - Auceleuc
22-Dinan

Cécile Hervouët, 1, place Graslin
44 - Nantes

M^{re} Yvon Pen, 63 bis, rue de Lyon
29 - Brest

DAUPHINE-SAVOIE :

La Nouvelle Action Française
4, Square des Postes, 38-Grenoble

BOUCHES-DU-RHONE :

Marseille : Jacques de Crémiers c/Mme de
Pestouan, Le Corbusier 701, 13-Marseille (8^e)

Aix-en-Provence : Franck Charriol

9, Avenue Victor Hugo, 13-Aix

Permanence tous les jours de 13 h. 30 à
18 h., 14, rue du Bon Pasteur, 13-Aix.

Cercle étudiant : le jeudi, de 20 h. 30 à 22
heures, chez Antoine Maurin, rue Papassaudi,
13-Aix.

INDRE-ET-LOIRE :

NAF - B.P. 49
37-Tours (Rives du Cher)

AUBE

Jean-Marie Perez, 21 Bd Danton
10 - Troyes

HAUTE-GARONNE et départements limitro- phes :

Philippe Ricalens - Le Colombier
09-Saint-Lizier

MARNE :

Noël Noizet 8, rue Thiers - 51-Reims

DEPARTEMENTS

AINES :

Mlle M.F. Coustenoble, 19, r. de Charleville
02-Hirson

ARDENNES :

J.-Pierre Helluy - 34, rue Porte-de-Bourgogne
08-Charleville-Mézières

ALPES-MARITIMES

M. Kervignac, 27, rue Aurélienne
06 - Cannes La Bocca

CHARENTES :

Philippe Thomas, B.P. 242
16-Angoulême-Nouvelle

GIRONDE :

NAF - J.J. Boisserolle - B.P. 37
31-Bordeaux 01

Permanence le jeudi, de 17 h. 30 à 18 h. 30,
44, rue des Remparts (3^e étage).

LOIRET :

Guy Lemaigren, 12, rue Eudoxe Marcille
45-Orléans

SARTHE :

M. de Lavarène - 85, rue Chanzy
72-Le Mans

Permanence au 5 rue Saint-Pavin de la Cité
72-Le Vieux-Mans

SEINE-MARITIME :

N.A.F. - S.C.I.C. - 39, rue de Fontenelle
76-Rouen

Jérôme Faure, 3, rue Marcel Ginouvier
76-Le Havre

VAR :

Fabrice O'Driscoll - « La Caravelle » - Route
de Pierre plane - 83-Bandol

HAUTE-VIENNE :

Permanence le mardi de 16 à 19 heures au
« Centre Turgot », 43, Cours Bugeaud, 87-
Limoges.

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)
à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
15 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
9 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous
enveloppe)

par :

chèque bancaire joint	
chèque postal joint (Paris 1918-59)	
mandat-lettre joint	

M. - Mme - Mlle NOM | | | | | | | | | | | | | | | | | |

PRENOM | | | | | | | | | | | | | | | | | |

RUE OU
LIEUDIT | | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° | | | | | | | | | | | | | | | | | |

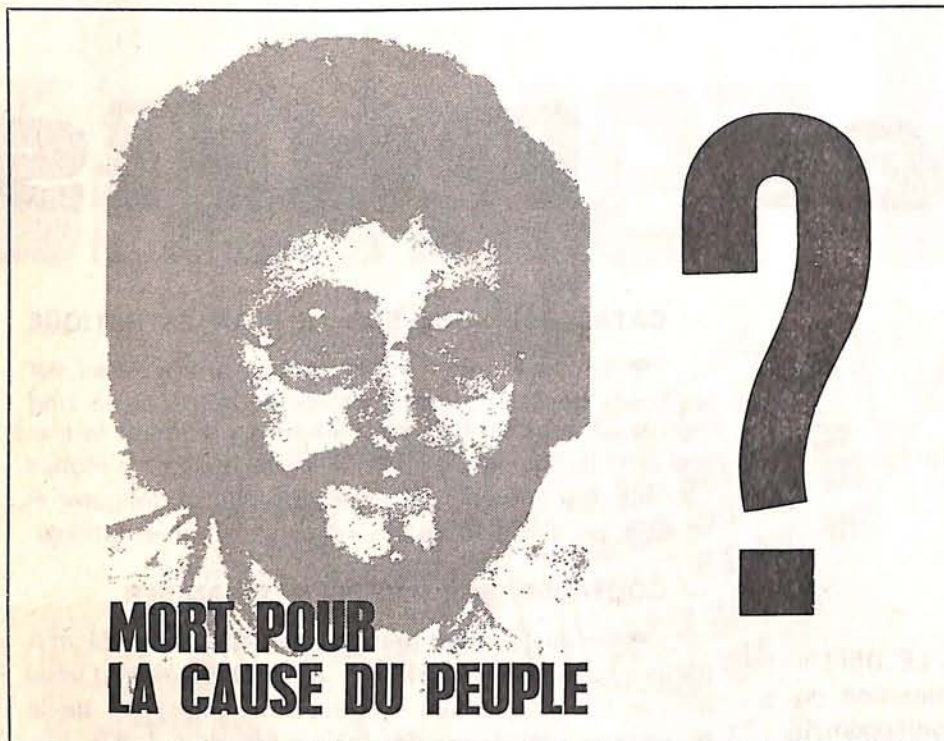
COMMUNE | | | | | | | | | | | | | | | | | |

DEPARTEMENT

Fait le à

Signature :





nous qui voulons toujours raison garder

Au matin des obsèques de Pierre Overney, notre ami Maurice Clavel écrivait dans *Combat* : « Pour moi il ne s'agit pas d'apaiser la haine des jeunes gens endeuillés qui ont vécu avec moi cette longue semaine. Tout au plus de leur dire quel son d'amour elle a ». En plein combat d'Algérie, Jean Brune ne nous avait-il pas donné son sublime roman *Cette haine qui ressemble à l'amour* ? La haine peut ressembler à l'amour, elle peut en être le langage tragique et terrible. Encore faut-il en saisir le son, l'appel désespéré. Mais le désespoir lui-même n'est-il pas l'appel à une espérance qui sans cesse en appelle du refus à l'invocation ?

Telles sont les réflexions qui nous viennent au lendemain de la disparition tragique du jeune militant révolutionnaire tandis qu'un groupe incontrôlé a procédé à l'enlèvement d'un cadre de Billancourt. Une sorte de spirale de la violence semble happer une partie de la jeunesse. Certains militants révolutionnaires apparaissent décidés à entrer dans une guérilla dont ils n'entrevoient ni la folie ni la vanité. A l'autre bord les conservateurs de toujours et les fascistes d'hier en appellent à une réaction dont on a aucune peine à saisir la sottise haineuse que provoquent la peur et l'aveuglement.

Nous qui voulons, selon la belle devise de nos rois, toujours raison garder, ne pouvons de toute notre volonté et notre intelligence qu'échapper à cette infernale dialectique par laquelle l'avenir de notre communauté nationale serait brisé. Pour ce faire, il nous importe de parvenir à l'intelligence des causes.

Qu'y a-t-il à l'origine de tout cela ? A l'origine il y a simplement la générosité de Jeunes révoltés par les conditions de travail d'un grand nombre d'ouvriers qui jour après jour épuisent leur santé sous l'effet de rythmes épuisants, de rythmes qui sont ceux de la machine à produire dont ils ne sont en définitive que les appendices, plus automates encore que le robot mécanique. On ne s'étonne pas que la révolte surgisse devant un tel scandale, et devant cet autre scandale du racisme, d'un racisme terriblement agissant qui aboutit à ces cadavres jetés au fond du canal Saint-Martin.

Il faut comprendre cela pour comprendre le « maoïsme ». Bien sûr, le romantisme intervient également, une exaltation propre à la jeunesse. Mais qui peut oser en prendre prétexte pour cacher le scandale, le hideux scandale qui justifie la révolte ? Charles Maurras le criait à la face des Versaillais de 1900, si le prolétaire se révolte, si cette révolte est violente, c'est que la violence du capital est venue avant.

Seulement une juste révolte ne tire pas toujours d'elle-même les lumières nécessaires pour diriger ses énergies. On le voit bien aujourd'hui. Ce rapt de Billancourt risque de dresser contre la jeunesse révolutionnaire une énorme majorité de Français. Du coup elle aura tôt fait de sombrer toujours plus dans le vain culte des desperados. A moins qu'échoués, beaucoup n'aillent rejoindre les moutons de Panurge, ceux du régime et ceux de Marchais.

Ce serait bien dommage. Il serait regrettable que l'insurrection spontanée de la géné-

rosité française ne dégénère ou soit « récupérée » par les bureaucraties du système. Nous avons toujours perçu dans le gauchisme cette insurrection nécessaire. Dès le début de mai 68 n'écrivions nous pas dans A.F.U. : « La massification de la société qui transforme un peuple en troupeau, la bêtise incommensurable de la civilisation du gadget appellent de la part d'une jeunesse pas encore tout à fait abrutie l'insurrection de l'intelligence et de l'instinct vital ». Nous n'avons pas varié depuis.

Cette persévérance dans l'affirmation que le mouvement contestataire soutient les plus justes causes nous autorise à parler un langage à la fois sévère et fraternel aux camarades de Pierre Overney.

Nous leurs disons : vous vous voulez révolutionnaires. Mais en même temps, vous choisissez les plus mauvais guides. Comment par exemple peut-on vouloir purger le socialisme du totalitarisme stalinien alors qu'on a le front de se réclamer de Trotsky. On oublie d'expliquer aux jeunes militants de la *Ligue Communiste* et de l'*Alliance des jeunes pour le socialisme* que ce compagnon de Lénine fut l'agent des plus sanglantes répressions, qu'il fut le fusilleur des marins de Cronstadt et n'avait à ce moment qu'une seule idée pour établir la révolution : organiser la société russe tout entière sur le modèle de l'armée rouge. Oh la belle libération populaire !

Bien sûr les événements de ces derniers temps ont montré qu'un clivage de plus en plus net était en train de s'établir entre les trotskistes qui entendent refaire un parti pur et dur dans la meilleure tradition léniniste et les formes spontanées de la contestation.

Fort curieusement celles-ci se réclament souvent du maoïsme. Mais Mao ne se trouve invoqué que dans la mesure où son existence lointaine lui confère la beauté du mythe exotique. Aucune discipline de parti ne lie nos mao-spontex au communisme chinois. C'est pourquoi on retrouve chez ces prétendus maoïstes des réflexes qui rappellent ceux des anarchistes de toujours.

Mais ces réflexes et tout ce qu'ils provoquent : l'absence de discipline, la formation de groupes spontanés et incontrôlés, le culte de la violence révolutionnaire, les exposent aux tentations et aux erreurs des « anars » de la légende. La bande à Bonnot, Ravachol, Vailant ont illustré cette activité brouillonne, propre à tomber dans les pièges et les provocations.

La tendance de nos maoïstes à croire que l'exacerbation des conflits à la base conduira à une libération rédemptrice doit être aussi dénoncée. Les attaques personnalisées contre les cadres, parfois les plus subalternes, sont terriblement périlleuses. Elles sont dans la logique d'une guerre civile qui peut devenir impitoyable.

Et puis ce n'est pas en s'attaquant aux lampistes qu'on détruira le système ! C'est globalement qu'il faut envisager la question. Nos contestataires ont compris l'absurdité du capitalisme, ils ont également compris que le socialisme léniniste avait lamentablement échoué. Il leur faut donc poursuivre plus avant leur réflexion. Il ne suffit pas en effet de dénoncer les bureaucraties. C'est bien sûr nécessaire. Il faut encore être capable d'imaginer autre chose. Sinon on retombera dans les mêmes ornières.

Si ces camarades ne veulent pas que Pierre Overney soit mort pour rien, c'est à une révision impitoyable de leur pensée et de leurs méthodes qu'ils doivent s'employer. Nous sommes prêts pour cela à engager avec eux le débat, un débat sérieux, sans détours. Sinon, Overney sera mort pour rien et ils seront les plus sûrs fourriers de ces bureaucraties qu'ils haïssent et les meilleurs alliés d'un système capitaliste qui prendra prétexte de leurs excès pour survivre.

Gérard LECLERC

sauver Paris

Monsieur Pompidou
Président de la République
Palais de l'Elysée
52-54, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75 - PARIS (VIII^e)

Monsieur le Président,

PARIS NOUS APPARTIENT, NOUS LE DEFENDRONS. Notre cité qui suscita jadis l'admiration envieuse du monde entier, victime d'un développement monstrueux engendré par une centralisation forcée, se transforme de plus en plus rapidement en une mégapole inhumaine que l'on souhaite plus ou moins confusément fuir. Les problèmes de transports, de l'environnement, de la préservation du patrimoine artistique, en un mot de la qualité de la vie, gérés par une administration anonyme et irresponsable, y deviennent chaque jour inextricables.

AVEC LE PROJET DE VOIE EXPRESSE RIVE GAUCHE, LE SCANDALE ATTEINT SON COMBLE. On se prépare à saccager à grands frais le cœur historique de Paris pour compliquer le problème des transports et augmenter la pollution.

LA VOIE EXPRESSE RIVE GAUCHE EST :

— INEFFICACE SUR LA PLAN TRANSPORTS

◆ Après une amélioration éphémère elle va, en créant un « appel d'air », favoriser l'invasion du centre de la capitale par les voitures et accroître son engorgement pour le plus grand dommage de tout le monde, automobilistes compris.

◆ Il aurait fallu au contraire développer les transports en commun et faciliter la circulation des usagers professionnels (livreurs, commerçants, pompiers, ambulances...) pour résoudre le problème.

— DANGEREUSE SUR LE PLAN POLLUTION

◆ Les statistiques le prouvent, introduire de nouvelles voitures dans Paris entraîne l'augmentation des nuisances (gaz, bruits) et menace directement notre santé physique et nerveuse. A Marseille, dans certaines rues qui ont été interdites aux voitures, le taux d'oxyde de carbone a diminué de 36 %.

— CATASTROPHIQUE SUR LE PLAN ESTHETIQUE

◆ La destruction des dernières promenades sur les bords de Seine, l'idée stupide de déplacer de cinq mètres un bras du fleuve en amputant d'autant la rive sud de l'île de la Cité (!!!) afin de dégager l'espace nécessaire à l'autoberge, vont contribuer à défigurer et enlaidir un des fleurons de notre patrimoine national.

— COUTEUSE SUR LE PLAN FINANCIER

◆ Le devis initial prévoit une dépense de 21 milliards anciens... Il est vrai que la République, dont vous êtes la figure de proue, ne respecte jamais ces devis puisqu'elle les dépasse de 200 à 500 % !

CETTE OPERATION DESASTREUSE N'EST PAS UN ACCIDENT.

En l'absence d'un pouvoir régional fort, capable d'harmoniser les différents facteurs de développement de la capitale, des administrations étroitement cloisonnées élaborent des projets qui ne tiennent compte que de certains éléments et se révèlent globalement monstrueux. Ainsi, dans le cas de la voie expresse rive gauche, le souci légitime de décongestionner dans l'immédiat la circulation aboutit, faute de politique globale, à un tissu d'aberrations.

Votre régime, Monsieur le Président, s'est révélé incapable de faire passer la défense de la qualité de la vie avant l'organisation bureaucratique de la société... ou les intérêts des puissances d'argent.

Nous exigeons que le projet voie expresse rive gauche soit abandonné. Au cas où vous ne pourriez ou ne voudriez pas l'empêcher, nous en tirerons toutes les conclusions nécessaires sur le plan électoral et sur le plan extra-électoral.

Croyez, Monsieur le Président, en l'assurance de notre haute considération.

Signature

Adresse

Lettre éditée par le Comité Sauver Paris.

Adressez toute demande de renseignements au Secrétariat du Comité « Sauver Paris » chez M^e Parmentier, 39, boulevard Raspail, Paris 7^e.

**LETTRÉ A RETOURNER NON AFFRANCHIE
(DISPENSE DU TIMBRAGE)**

changer la vie!



AF université

dossier

URBANISME et Société

Supplément à A.F.U. n° 173 - Mars - Avril - 0,50 F

DOSSIER :

urbanisme et société... p. II

1. - LA CITÉ

TRADITIONNELLE

- de la cité antique...
...à la cité médiévale
- la cité classique

2. - VERS LA MORT DE LA CITÉ

- l'urbanisme libéral
- urbanisme et "société d'abondance"

3. - POUR PRÉPARER LA CITÉ DU XXI^e SIÈCLE

- les objectifs
- la question politique
- défendons nos cités !... p. VI
- propositions :
POUR UNE CHARTE DE L'URBANISME p. VIII

urbanisme et société

On ne sait plus, aujourd'hui, ce qu'est une cité. Livrée à la politique sauvage des promoteurs immobiliers, submergée par l'automobile, étouffée par des brouillards toxiques, la ville que nous connaissons tend à n'être plus qu'un dortoir la nuit et une immense usine le jour. Démesurée, défigurée, la grande métropole devient un ensemble diffus, dont le gigantisme s'accompagne d'une asphyxie lente mais certaine. La cité risque donc de mourir d'ici quelques décennies, si ceux qui ont actuellement la charge de l'organiser se contentent, comme par le passé, de prolonger les courbes de l'urbanisation, de la circulation automobile ou de l'implantation de nouvelles activités économiques.

On dira que le passé importe peu et qu'il faut « vivre avec son temps ». Le malheur est que la cité qui se forme sous nos yeux ne permet plus à ses habitants de vivre : l'obsession du temps, le bruit et la foule tuent — à la longue — aussi sûrement que les gaz d'échappement. Dans cette cité sans limites, point d'entraide, point de cet esprit communautaire qui constituait le principal bienfait de la cité : la ville moderne a fait de l'homme un simple rouage, un individu isolé au milieu d'un ensemble qui l'écrase, un être coupé de son passé et incapable de maîtriser l'avenir.

Il importe donc de réagir, de préparer la renaissance de la cité. Encore faut-il que cette réaction ne se réduise pas à un sentimentalisme vain, à un passéisme pur et simple. Mais il faut se garder aussi de l'utopie dans laquelle ont sombré de nombreux penseurs depuis le XIX^e siècle : en urbanisme comme en politique, l'abstraction est toujours funeste. Si l'on veut reconstruire un jour la cité, il faut connaître les lois qui ont présidé à sa naissance et à son développement, il faut clairement prendre conscience des moyens qui ont permis à quelques cités d'approcher la perfection. Ces moyens ne sont d'ailleurs pas essentiellement techniques, car l'histoire montre que la technique peut aussi bien tuer la cité que permettre son épanouissement.

En fait, nos contemporains ont oublié la vérité simple que formulait Aristote, à savoir qu'une cité est avant tout l'image d'une civilisation, l'expression naturelle d'une philosophie, d'une éthique, d'une politique. Lorsque Aristote énonçait ce jugement, la cité n'en était qu'à ses débuts. Mais l'histoire postérieure des cités confirme cette relation fondamentale. Temples et églises racontent l'histoire spirituelle de l'humanité, places et rues l'activité des hommes, jardins et théâtres leurs loisirs. Et les remparts indiquent que la cité était une communauté, le lieu où se développaient les entraides génératrices d'amitié, le lieu aussi où étaient rassemblés les produits les plus achevés d'une civilisation. Telle était la cité antique, médiévale et classique : communautaire et protectrice, elle permettait l'épanouissement de l'homme en le mettant au contact des richesses spirituelles et esthétiques qu'elle avait su accumuler. Son visage changera, de la Grèce du V^e siècle avant Jésus-Christ à la France du XVII^e. Mais les transformations qu'elle connaîtra ne seront jamais des ruptures. C'est au XIX^e siècle que viendra la rupture, qui marquera l'entrée en agonie de la cité.

de la cité antique...

La cité n'est pas née en Grèce puisque, avant que ce pays sorte de la préhistoire, d'autres hommes vivant en d'autres lieux avaient naturellement cherché à se rassembler. L'association est en effet une tendance naturelle de l'homme, qui lui permet de décupler son effort, d'assurer sa survie, d'exprimer toutes ses possibilités. Succédant aux campements de chasseurs et aux villages, les cités apparurent donc en Égypte et en Mésopotamie, dans la vallée de l'Indus et en Iran, là où commença l'histoire du monde. Mais c'est en Grèce que, pour la première fois, la cité atteindra un point proche de la perfection. C'est toute l'histoire de la civilisation grecque qu'il faudrait refaire pour comprendre comment ce petit peuple parvint à un tel niveau dans le domaine de la philosophie, des arts et des sciences. L'ordonnance de la cité et surtout les monuments qui la dominent reflètent parfaitement l'esprit de la Grèce classique, son sens de l'équilibre entre l'homme et la nature comme entre l'esprit et le corps, son exigence de mesure qui se retrouve aussi bien dans les temples que dans les dimensions de la cité, le caractère profondément qualitatif de cette civilisation qui a su préférer à la quantité des choses produites leur qualité et qui a su découvrir, au-delà de la simple accumulation des choses et des faits, les liens profonds qui pouvaient les unir.

Sans doute Athènes a péri, pour n'avoir pas su se donner les conditions politiques de la durée. En même temps que son indépendance, elle perdra son génie philosophique et artistique, qui n'avait pu naître et grandir que dans la Grèce victorieuse des Perses, que dans l'Athènes de Périclès. Ce qui montre — leçon cent fois vérifiée — que le capital spirituel et matériel d'un peuple ne peut se constituer que dans la paix, la prospérité et l'ordre vrai.

Rome reprendra le dessin de la cité hellénistique, son agora fermée et sa structure géométrique, de la même manière qu'elle deviendra l'héritière de la Grèce dans le domaine intellectuel. Mais si la continuité est nette Rome saura également donner sa marque personnelle à l'urbanisme qu'elle suscite à travers les territoires qu'elle conquiert. C'est que les préoccupations de la Rome antique ne sont pas semblables en tous points à celles de la civilisation dont elle s'inspire. Le souci de l'utilité l'emporte sur les préoccupations purement esthétiques, bien que celles-ci ne soient jamais négligées. Routes, aqueducs et réservoirs sont à l'image de ce peuple de bâtisseurs, et la conception générale de la cité témoigne de son sens de l'organisation, de son souci de l'équilibre. De même, l'histoire de la chute de l'Empire romain apparaît clairement dans la structure de sa capitale. La centralisation, l'étatisme, entraînent un développement excessif de Rome, l'apparition d'habitations surpeuplées, véritables taudis qui sont la propriété de spéculateurs. Le gigantisme de la

citée s'accompagne en outre d'un déséquilibre dans l'activité de ses habitants qui se réfugient dans le loisir comme en témoignent les arènes monumentales qui peuvent recevoir la moitié de la population de la ville. La disparition de la civilisation romaine est alors toute proche.

...à la cité médiévale

La ruine du monde antique entraîne une décadence urbaine généralisée. Les hommes se réfugient dans les campagnes et les monastères qui s'édifient au cours de cette époque de désordres deviennent les seuls dépositaires du capital spirituel déjà rassemblé. La structure même du monastère, avec son enclos, exprime bien le désir de protection qui animait les hommes de cette époque. En permettant l'accroissement de la production et le développement du commerce, en imposant des périodes de

groupe n'était systématiquement exploité ou ignoré ; et jusqu'à la fin du Moyen-Age, aucun de ces groupes ne s'avèrera capable de s'imposer de façon exclusive ». C'est ainsi que la cité médiévale dont les structures, tant politiques que matérielles, se sont largement inspirées d'un ordre ancien, eut en fin de compte un caractère d'originalité incontestable... ».

la cité classique

La Réforme met un point final au Moyen Age. Mais la période qui lui succède doit-elle être considérée comme un bouleversement total ? Certes, la « Renaissance » se traduit par un nouveau type d'urbanisme : la façade des maisons comme le tracé des rues se fait rectiligne ; la netteté, la clarté, l'ouverture, remplacent l'étroitesse des rues et l'irrégularité de leur tracé, la diversité des façades, l'irrégularité des places. Mais l'ordre « renaissant »

libre, à une architecture qui repose sur les lois éternelles de la beauté. Entre Athènes, Rome et Paris, il existe une véritable continuité qui est le reflet de la civilisation qui a pour centre ces trois villes.

Si la continuité est nette, du V^e siècle avant notre ère jusqu'au XVII^e siècle français, les siècles suivants vont marquer une rupture totale. La révolution politique de 1789, puis l'avènement du capitalisme libéral, viennent bouleverser l'avenir de la nation et la vie des hommes. La rupture politique et économique, génératrice de désordres dans tous les domaines, va s'exprimer tout aussi brutalement dans la cité : de même que la démocratie politique et le libéralisme économique conduisent la société à sa perte, il n'est pas exagéré de dire que les conceptions et les activités nouvelles des hommes entraînent la cité vers la mort.

l'urbanisme libéral

Le vrai Portrait de la Ville, & Université de Bourges, 1615.



paix indispensables à la prospérité, les monastères permettront l'apparition des cités médiévales.

Comme la cité antique, la ville médiévale est à l'image des préoccupations des hommes : matériellement, l'église domine la cité, comme l'idée de Dieu prédomine dans l'esprit de ses habitants. Mais cette présence n'est pas oppressive. Elle témoigne de l'unité de foi des « bourgeois » et non d'un terrorisme religieux, de même que le rempart qui entoure la cité, loin de constituer le mur d'une prison, exprimait le sens de la limite des membres de la cité et leur volonté de protéger l'ensemble communautaire qu'ils étaient parvenus à édifier. Car la cité médiévale est une véritable communauté : les habitations le prouvent, dans lesquelles vivent maîtres, compagnons et serviteurs, de même que l'organisation des quartiers montre que l'unité de la cité n'interdisait pas l'autonomie de ses composantes, tant géographiques que professionnelles. Ainsi, comme l'écrit Lewis Mumford, « les cités médiévales parvenaient à maintenir un état d'équilibre entre les pouvoirs spirituels et temporels, représentés par des groupements divers : hommes d'armes, marchands, prêtres, moines, clercs, ménestrels, artisans, hommes d'affaires ; — équilibre instable, mais en fin de compte aucun

n'apporte pas de bouleversement véritable : comme le montre Mumford, « le thème mélodique demeurait médiéval, mais de nouveaux instruments, apparus à l'orchestre, en modifiaient les nuances et la tonalité ».

C'est au XVII^e siècle que les tendances dégagées par la « Renaissance » s'épanouissent complètement. Certains historiens de la cité ont voulu voir dans l'urbanisme du XVII^e le reflet des conceptions absolutistes (au mauvais sens du terme) de l'époque. Sans doute, le palais de Versailles est-il empreint d'une grande majesté, de même que les larges perspectives que l'on ouvre alors. Mais cette ordonnance nouvelle ne peut être considérée sérieusement comme le signe d'un étatisme niveleur, d'une oppression politique. Le palais de Versailles n'est pas la citadelle d'un despote ; il témoigne de la grandeur de l'Etat sans sombrer dans le grandiose. Il n'est pas entouré de hautes murailles mais de simples grilles, qui s'ouvrent chaque jour au peuple qui peut se promener à loisir dans les jardins et circuler comme il lui plaît dans le château. Peut-on dire, d'autre part, que la place des Victoires, à Paris, est un ensemble d'une inhumaine mesure ? Soucieux de clarté et d'ordonnance — ce qui n'exclut pas la fantaisie du baroque — le classicisme aboutit en fait à un nouvel équi-

Comme nous l'avons vu au cours de cette brève rétrospective, la cité se définit comme un ensemble communautaire limité dans l'espace et comme le lieu privilégié où se rassemble le capital esthétique, spirituel, moral et matériel d'une nation. Avec le XIX^e siècle, dominé par l'esprit de profit et la volonté de faire table rase du passé, la cité entre dans l'ère de la désintégration et de la désorganisation. Plus de communauté, mais des individus « unidimensionnels », plus de limites, mais une expansion désordonnée ; plus de souci de l'héritage, mais une politique de destruction concertée qui s'affirme tout particulièrement pendant le second empire.

On sait que la Révolution française, faite au nom d'une Liberté et d'une Egalité abstraites, entraîna l'abolition de toutes les libertés concrètes qui protégeaient les citoyens contre les excès toujours possibles du pouvoir. Le schéma est semblable dans le domaine économique et social : les cadres communautaires sont effacés au nom de la liberté, et l'on assiste très rapidement à la domination absolue du capital, à une exploitation inhumaine du travailleur par un chef d'entreprise tout puissant, malgré la fiction égalitaire du contrat de travail. C'est le règne du « laisser-faire », la dictature de mécanismes réputés « naturels » et qui aboutissent au plus épouvantable chaos.

Les traces laissées par l'époque libérale sont encore visibles dans les villes d'aujourd'hui. Aussi clairement que dans les livres, on lit sur les façades des grandes métropoles industrielles l'exploitation, la misère et le souci du profit et comme le lieu privilégié où se rassemble l'exclusif du profit qui ont été les traits dominants de ce siècle. Le sol de la cité est en effet considéré comme une simple marchandise, soumise à la loi de l'offre et de la demande. La seule préoccupation du capitaliste est de tirer le profit maximum des investissements qu'il effectue dans ce domaine. Il importe donc, sur une parcelle de terrain donnée, de construire le maximum de logements et d'y loger le plus grand nombre possible de personnes. La qualité de ces immeubles et leur hygiène ne se traduisant pas par des bénéfices, on voit donc apparaître de véritables taudis sans air ni lumière, et sans le moindre confort. La mentalité spéculative s'exprime également dans le tracé de la cité. Pour le capitaliste en effet, le tracé le meilleur est celui qui est divisible en îlots négociables. Dès lors, l'unité de base ne sera plus le quartier, mais la parcelle facilement mesurable. Dès lors on assiste à la disparition des anciennes communautés de quartier, d'autant plus que les différents secteurs de la ville se spécialisent très nettement et que la ségrégation sociale apparaît.

Au début du XIX^e siècle, la cité était encore un ensemble limité dans l'espace car le déplacement des citadins sur de longues distances provoquait des difficultés insurmontables. Mais ce ne fut là qu'un court répit dans le processus de désintégration de la cité. Avec l'omnibus, le chemin de fer, le tramway, le rythme de développement ne connaît plus de frein. La cité peut alors s'étendre au maximum, de même qu'avec les ascenseurs elle pourra gagner en hauteur. Dès lors, la rentabilité maximale peut être atteinte. Telle est la première conséquence de la révolution des transports. Il y en a une seconde, qui vient bouleverser le visage des anciennes cités.

La ville dont héritaient les hommes du XIX^e siècle avait encore un caractère médiéval et les rues étroites entravaient la circulation en même temps qu'elles favorisaient les émeutes. Il importait donc de changer tout cela. Certes, le XVII^e siècle avait vu se dessiner de larges avenues. Mais elles ne taillaient pas dans le vif du tissu urbain et, très souvent, ouvraient largement sur la campagne. En outre, lieu privilégié des parades et des fêtes, elles conservaient un caractère humain. L'optique du XIX^e siècle est toute différente : la grande artère, placée sous le signe de la répression et du com-

merce, n'exprime pas plus le souci de l'homme que celui de la nature. Il faut que les troupes puissent se déployer — non pour défilier mais pour tirer — et que les produits puissent parvenir rapidement à leurs points de vente. (Il est remarquable, à ce sujet, que les bâtiments les plus significatifs de l'époque soient des gares et des grands magasins).

Les grands travaux parisiens d'Haussmann reflètent parfaitement cette mentalité. Le préfet de Napoléon III perce la ville d'immenses avenues qui ne respectent ni les richesses du passé, ni l'équilibre de la ville, ni les communautés de quartier : le boulevard Saint Michel

lorsqu'elle se préoccupait des logements ouvriers, elle construisait dans les espaces demeurés libres, entre les usines, les voies ferrées et les décharges. On connaît trop la banlieue parisienne et les « cités » ouvrières du Nord pour qu'il soit besoin d'insister sur l'inconfort et l'insalubrité de ces logements où prospéraient les épidémies et où l'absence de soleil engendrait le rachitisme. En un siècle où les « élites » avaient la ferme conviction de s'engager sur la voie du progrès, selon les préceptes de la science et les commandements de la nature, c'est à une véritable régression que l'on assiste sur le plan de l'urbanisme



coupe en deux le quartier latin, le boulevard Sébastopol éventre le quartier des émeutes et l'île de la Cité, devant Notre Dame, est défigurée pour toujours, la cathédrale perdant de ce fait une partie de sa signification profonde. Bien sûr, tout cela se fait au nom de la salubrité, de la lumière, mais on reloge les habitants des secteurs en cours de rénovation dans des constructions provisoires situées dans le XIII^e arrondissement. Elles existent toujours d'ailleurs...

Au nom de la rentabilité, la classe dominante bourgeoise et libérale du XIX^e siècle mutile la cité et lui fait perdre son âme. Elle ne parviendra pas cependant à la détruire toute entière, sans doute faute de temps. Il faudra attendre le siècle suivant pour que, avec le règne de la technocratie, l'œuvre de destruction soit reprise plus efficacement encore.

Par contre, aux alentours des villes et dans quelques régions déterminées, le capitalisme parvient à édifier les premières anti-cités, que Lewis Mumford nomme « carbonifères ». Le XIX^e siècle est en effet placé sous le signe de la machine à vapeur. Alors qu'auparavant l'industrie était largement décentralisée, on assiste à cette époque à un vaste mouvement de concentration autour des mines de charbon et le long des voies ferrées qui, seules, permettent la distribution de cette source d'énergie. C'est également là — car il fallait bien loger la main d'œuvre — que se constituent des agglomérations d'un type nouveau. L'usine en forme le noyau et tout était conçu en fonction d'elle. La religion et l'art, comme l'administration municipale, étaient dès lors inutiles : des services essentiels, comme par exemple les pompiers, étaient parfois inexistantes de même que nul ne songeait à se préoccuper des adductions d'eau. Il appartenait à la direction de l'usine de choisir le meilleur site, souvent près d'une rivière qu'elle transformait en égout. Et

comme sur celui de la simple humanité. Sans doute constate-t-on, à la fin du siècle, une baisse du taux de mortalité et une régression des épidémies sous la triple action de la médecine, de la technique (canalisations) et du pouvoir politique qui, après un long combat de retardement, adopte quelques lois de protection sociale. Le XX^e siècle sera cependant marqué par l'accélération du mouvement de désintégration urbaine si bien amorcé au siècle précédent.

urbanisme et «société d'abondance»

La société française contemporaine apparaît comme l'héritière de celle du XIX^e siècle : la démocratie demeure vaille que vaille et le capitalisme est toujours florissant. Continuité donc, mais aussi changement. Le parlementarisme a fait faillite, tout comme le capitalisme libéral s'est effondré dans la grande crise de 1929. L'Etat ne présente donc plus le même visage : l'anarchie parlementaire a provoqué l'apparition des technocrates qui, aujourd'hui, détiennent la réalité du pouvoir. De même, les structures économiques et sociales sont différentes, même si les principes fondamentaux qui les ordonnent restent identiques. Le capitalisme s'est rationalisé et les technocrates ont remplacé les capitaines d'industrie du siècle dernier. Et cette rationalisation a conduit à la prise en main du marché par le biais de la publicité. Enfin, l'« agent économique », c'est à dire l'être humain, n'est plus considéré comme un simple producteur, mais aussi comme

AF université

Amitiés Françaises Universitaires
Edité par S.N.P.F.
17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :
12 F — Etudiants : 9 F
De deux ans :
21 F — Etudiants : 15 F
C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

Photos : p. III Roger Violet
p. IV, V N.A.F.

un consommateur à qui l'on doit assurer un certain niveau de revenu pour qu'il puisse faire tourner la machine économique.

La « société d'abondance » est issue de ces événements et de ces conceptions nouvelles. Comme les autres sociétés, elle est en train d'imprimer sa marque à la cité, et celle-ci risque d'en périr.

La principale caractéristique de l'esprit du temps est la volonté exprimée par ceux qui dirigent la société d'accroître indéfiniment la quantité des choses produites. Grands commis de l'Etat et « managers » privés la proclament même si, depuis 1968, ils évoquent dans leurs

chappent pas à cette mystique de la croissance. C'est ce qui explique qu'aucun frein n'est sérieusement mis au développement des grandes métropoles. Aussi s'achemine-t-on vers la mégapole, dont les hommes du XIX^e siècle avaient posé les jalons. Ceux-ci ne se souciaient pas des limites de la cité : de même la ville moderne ne cesse de s'étendre, de se diluer dans la banlieue. En outre, la technique permet une extension considérable en hauteur et les tours qui commencent à parsemer Paris et d'autres grandes villes sont bien le reflet d'une époque où le gigantisme seul satisfait l'esprit en même temps qu'il remplit les poches des promoteurs qui ont intérêt à entasser le maximum d'appartements sur le minimum de terrain. Le profit fait toujours prime, dans un Etat qui, comme au XIX^e siècle, ne sait ni ne peut résister au pouvoir de l'argent.

C'est aussi ce souci de l'« utilisation optimum » du sol qui conduit maintenant les urbanistes à « aménager » le sous-sol, à y créer une véritable cité souterraine : le métro et les parkings ne suffisant pas, on envisage maintenant d'installer des centres commerciaux comme à Tokio. Les tendances du XIX^e siècle se trouvent donc confirmées, comme on peut encore le constater dans le domaine des transports.

Dire que la ville est soumise de plus en plus à l'automobile est devenu un lieu commun. Effectivement, si un changement radical de politique ne survient pas dans les plus brefs délais, Paris, Lyon et Marseille ne seront plus, à l'image de Los Angeles, que des nœuds d'autoroutes. Nous assisterons alors à la mort de la cité. La construction d'autoroutes urbaines achèvera l'œuvre du XIX^e siècle : traversés de part en part, les derniers quartiers deviendront des « îlots » à la merci des promoteurs. Ce processus est déjà très avancé : le centre des villes est déjà occupé par une masse sans cesse croissante de bureaux qui, en se vidant le soir, retirent toute vie. Et ce qui échappera aux bureaux sera réservé aux rares personnes qui pourront acquérir les immeubles luxueux que l'on est en train d'édifier au cœur des cités. Connaîtront-ils bientôt la peur, comme celle qu'éprouvent chaque nuit les habitants de New-York ? Isolés dans l'univers clos de leur « résidence », ils oublieront en tout cas ce qu'est un quartier où, quelle que soit sa classe sociale et son activité, il est possible de se connaître. Comme au XIX^e siècle, où la cité reflétait la lutte des classes, la mégapole connaîtra — et connaît déjà — une

ségrégation sociale qui ira en augmentant.

La mégapole brise donc les dernières communautés humaines en même temps qu'elle ruine les derniers vestiges du passé. Univers sans limite, entièrement soumis à la technique, réunissant pour de simples tâches de production une poussière d'individus écrasés par le gigantisme des constructions, abrutis de bruit et de fatigue, la ville du XX^e siècle approche du moment où elle ne sera plus qu'une anticyté. N'est-ce point parce qu'elle est le produit d'une anti-civilisation ?

préparer la cité du XXI^e siècle

En politique comme en matière d'urbanisme, il s'agit aujourd'hui d'imaginer autre chose que ce qui existe. C'est-à-dire qu'il faut rompre avec la mystique quantitative, cesser de confondre progrès et gigantisme. Mais toute politique véritablement novatrice doit tenter de retrouver les éléments fondamentaux de la cité, car il n'est pas de progrès véritable qui méconnaisse les lois permanentes de la société.

L'histoire nous a montré que l'homme ne pouvait s'épanouir au sein d'une cité que dans la mesure où celle-ci constituait une communauté vivante, mêlant des activités diverses et permettant un contact étroit avec les richesses de la civilisation. Malgré le degré avancé de décomposition des grandes cités modernes, leur réorganisation en fonction de leur nature profonde n'est pas une utopie. Il s'agit de définir clairement les objectifs et d'en vouloir les moyens.

les objectifs

Le premier objectif à atteindre est assurément de limiter le développement des cités avant que celles-ci ne connaissent l'asphyxie.

discours la nécessité d'un « supplément d'âme ». Mais « l'âme » les intéresse bien peu par rapport aux « impératifs de l'expansion ». Le XIX^e siècle avait connu cette fièvre du développement quantitatif. Mais la croissance était désordonnée, freinée par des crises cycliques. Désormais, elle est « planifiée » et cette planification consiste essentiellement à prolonger les courbes du passé. Il en est ainsi dans le domaine industriel, mais les villes n'é-



Paris ne doit pas devenir Los Angeles, où la pollution atteint parfois un taux tel que toute circulation automobile doit être arrêtée dans la ville. La solution la plus évidente est la mise en œuvre d'une rigoureuse politique de déconcentration industrielle, que le progrès technique rend tout à fait possible depuis que l'on utilise d'autres sources d'énergie que le charbon. Mais cette politique de déconcentration ne sera efficace que dans la mesure où un mouvement de décentralisation la précèdera. L'expérience montre en effet que les diverses incitations à la déconcentration (taxes, primes, etc...) n'ont que peu d'effet si l'Etat demeure le seul centre de décision. Dans ce cas en effet, les organismes de direction de l'industrie privée tendent, pour des raisons de simple commodité, à demeurer le plus près possible du pouvoir. La constitution de multiples pouvoirs régionaux et municipaux, enlevant à l'Etat les attributions que celui-ci a usurpé, serait donc la meilleure incitation à la déconcentration économique. Il serait d'ailleurs nécessaire, de ce point de vue, d'envisager rapidement le problème de la capitale. Depuis la Révolution, personne ne remet plus en cause l'installation des services de l'Etat dans la plus importante cité de la nation. Rien en fait ne justifie cette pratique et la construction d'un Brasilia français, relié par les moyens les plus modernes aux grandes cités, serait un facteur important de limitation du développement de la région parisienne.

Il est d'autre part primordial de reconsidérer la technique des « villes nouvelles ». S'inspirant de l'exemple des anciens grecs, l'Angleterre a mis en œuvre depuis un certain temps une politique très positive de construction de « New Towns ». La France vient à son tour de s'engager dans cette voie mais, alors que les premières villes nouvelles commencent à apparaître, on peut d'ores et déjà prédire leur échec. Ces villes, destinées à « équilibrer » la capitale, ont en effet été construites dans un rayon de 30, 40 ou 50 kilomètres autour de Paris si bien que dans quelques dizaines d'années, elles feront partie intégrante de l'agglomération parisienne. Il importe donc de réexaminer la question de leur implantation, en s'efforçant de les édifier autour d'un noyau urbain déjà constitué plutôt que de les créer ex nihilo. Il n'en reste pas moins que la « ville nouvelle » est une idée d'avenir, qui peut refaire de la cité un ensemble communautaire, du moins si ces villes savent se donner des limites impératives, tant en ce qui concerne la densité de population que la superficie.

L'extension des grandes cités ainsi contrôlée, leur organisation interne continuera pendant longtemps de poser d'immenses problèmes car on ne peut songer à réduire leur étendue actuelle par une politique de destructions massives. Il s'agit donc d'aménager ce qui existe dans un sens communautaire et de libérer la ville de la domination de l'automobile.

L'automobile pose plus de problèmes politiques que techniques. Techniquement en effet, il s'agit de renoncer à l'implantation d'autoroutes dans les grandes villes puisque celles-ci se révèlent dangereuses sur le plan de la pollution, scandaleuses sur le plan esthétique, ruineuses sur le plan financier et finalement inutiles car elles ne résolvent pas le problème de l'engorgement des voies adjacentes. Il faut en outre dissuader l'automobiliste d'utiliser son véhicule dans le centre des cités. Les moyens de cette politique sont multiples et souvent fort simples à mettre en œuvre (interdiction totale de la circulation dans certains quartiers, parcs de stationnement installés en grand nombre aux portes des villes, développement et modernisation du réseau de transports en commun).

Même débarrassées de l'invasion des véhicules, les cités ne revivront pas pleinement pour autant. Il leur faudra encore redevenir des communautés humaines, de véritables amitiés, ce qui posera des problèmes considérables dans les mégalo-poles que nous connais-

sons. Il est en effet extrêmement difficile de recréer dans des villes de plusieurs millions d'habitants l'esprit qui animait les habitants de la cité médiévale. Par contre, cet esprit peut renaître plus facilement au niveau du quartier dans la mesure où l'on s'efforcera d'abolir progressivement les distinctions entre quartiers « résidentiels » et quartiers de bureaux, entre « zones de loisirs » et « zones d'habitat », par une interpénétration croissante du travail, de l'habitat et des loisirs. Assurément, il ne peut être question d'implanter des usines dans les quartiers qui en sont dépourvus mais le secteur des activités de services — qui emploie un nombre croissant de personnes — pourrait être aisément réparti entre les différents quartiers de la cité.

Enfin, pour que le citoyen se sente pleinement à l'aise dans sa ville il faudra protéger l'héritage architectural du passé et refaire de la cité une œuvre d'art.

La sauvegarde des monuments historiques de la cité posera moins de problèmes lorsque la pollution aura été réduite à néant par un contrôle draconien des fumées industrielles (comme à Londres), par la limitation de la circulation automobile (dont les émanations mettent en péril le Parthénon) et par la réduction de la toxicité des gaz d'échappement (comme en Suède). Encore faut-il que les sites dans lesquels les monuments s'inscrivent ne soient pas dénaturés par des constructions modernes détruisant toute harmonie (comme par exemple la tour administrative de Tulle ou la tour de la Halle aux vins à Paris). Quant aux villes nouvelles et aux quartiers nouveaux, il appartient aux architectes d'en imaginer le visage, en espérant qu'ils sauront échapper au double écueil du gigantesque et du « faux ancien » et utiliser les immenses possibilités qu'offre le béton.

Redonner une dimension humaine à nos cités, y recréer des cercles communautaires, en un mot y changer la vie sera certainement une tâche de longue haleine. Elle ne pourra être menée à bien que si l'on prend une conscience claire des moyens politiques qu'elle nécessite.

la question politique

Les objectifs que nous venons d'énumérer ne pourront être atteints sans un changement radical des institutions politiques. On sait que la nature élective du pouvoir interdit toute décentralisation effective. De même, comment le problème des transports urbains pourrait-il être résolu dans un pays où le gouvernement est soumis à de multiples groupes de pression (industrie automobile, pétroliers) qui ont intérêt au développement de la circulation des véhicules privés dans les villes ? Quant au problème de la spéculation immobilière, de nombreux scandales ont suffisamment montré quels liens unissent le pouvoir politique au secteur de la construction. Enfin, parce qu'une cité est à l'image de la société, il ne paraît pas concevable que la société technocratique que nous connaissons puisse créer une cité à la mesure de l'homme.

Les problèmes de l'urbanisme ne pourront donc être sérieusement abordés que lorsque l'Etat aura reconquis son indépendance. Avec des hommes libres dans un Etat libre il sera possible de reconstruire la cité, en même temps qu'une civilisation qualitative et communautaire.

Bertrand RENOUVIN

Défendons nos cités !

En trente ans, la population de la région parisienne a presque triplé. Paris et sa banlieue forment une agglomération urbaine de plus en plus monstrueuse, de plus en plus inhumaine, de plus en plus difficile à administrer.

Pourtant, au milieu de ces banlieues monotones où l'on s'ennuie, malgré les « rénovations » (entendons par là les opérations financières rentables qui chassent la population pour installer des bureaux, d'où une vie artificielle), il subsiste quelques îlots. Leur point commun ?

Une personnalité, une originalité, une atmosphère particulière qui leur donne une âme, une cohérence, une vie propre. C'est le cas des secteurs que le Comité « sauver Paris », l'Atelier d'Urbanisme pour la Défense de l'Environnement et la NAF ont décidé en commun de préserver coûte que coûte de l'aberration technocratique et de la spéculation immobilière : Notre-Dame et la Rive gauche menacées par une nouvelle voie-express, le Parc Monceau en passe de devenir une cour de récréation pour ronds de cuir après la démolition des hôtels particuliers qui l'entourent, Montmartre promis au sort de Pigalle.

sauver la province

Paris n'est pas la seule victime de l'urbanisme sauvage. Dans toutes les villes de province la technocratie et les promoteurs font des ravages analogues. Nous invitons toutes les sections de la N.A.F. à s'associer à des comités de défense du type de « Sauver Paris », et leur réservons à l'avance dans nos colonnes toute la place souhaitable.

politique d'abord

Mais pour sa part, la NAF ne saurait se restreindre à de pures actions sectorielles. Car, si l'on y réfléchit, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond :

- des décisions importantes sont prises sans que les intéressés aient été consultés ;
- il n'y a pas d'arbitrage dans l'intérêt de la communauté contre la spéculation ou la toute-puissance technocratique.

Que faudrait-il ?

Des conseils de quartier, représentant les Parisiens et les associations qui les regroupent. Mais les décisions de ces conseils, fortement conscients de l'intérêt communautaire, ne seront pas infailliblement bonnes. Il faut donc une autorité au-dessus : la Ville de Paris. L'actuel Conseil de Paris ? Il n'a même pas les pouvoirs d'un conseil municipal ordinaire. D'ailleurs, à Paris, personne n'est responsa-

ble. La trop grande concentration urbaine de la région parisienne, l'attitude aberrante de l'Etat qui a permis le gigantisme parisien, puis en a pris peur et lui a donné un statut administratif anormal, ont provoqué une atomisation des responsabilités.

Cette absence de responsabilité aboutit aux catastrophes qu'il faut dénoncer aujourd'hui pour éviter que l'on défigure Paris. Mais il ne faut pas se leurrer sur les pressions pouvant éventuellement être faites sur l'autorité administrative : toute promesse obtenue peut être remise en cause du jour au lendemain.

Mettre fin à l'activité des spéculateurs, c'est un problème politique.

Mettre fin à l'irresponsabilité administrative pour laisser aux membres des communautés la libre gestion directe de leurs intérêts, c'est un problème politique.

Mettre fin au gigantisme parisien, c'est un problème politique.

Préserver notre environnement ne se fera pas par de petites réformes qui peuvent être remises en question le lendemain, mais par un projet politique global supposant une solution d'ensemble orientée sur deux pôles :



- la libre gestion des intérêts locaux ;
- la mise en place d'autorités d'arbitrage dont le but est d'harmoniser les différentes communautés.

Ce projet s'appelle la monarchie. Il faut l'expliquer autour de nous. Les découvertes les plus récentes nous montrent l'importance du cadre de vie dans la recherche de notre équilibre à tous. La monarchie, c'est le moyen technique de protéger notre environnement, donc notre épanouissement.

Alors il faut en convaincre les Parisiens un par un, quartier par quartier.

Il faut faire très vite si nous voulons sauver Paris.

sauver Montmartre

Voici deux ans, il était question de détruire le Bateau-Lavoir pour y construire un immeuble. Entre temps, ce souvenir du passé artistique de la Butte a brûlé « opportunément », et que de la Butte a brûlé le terrain ne semble guère pressée de le restaurer.

Le Moulin sans Galette tombe en ruine. Comme il n'offre guère d'intérêt financier, on ne se soucie pas d'avantage de le sauver.

Il existait une seule école secondaire sur la Butte : le cours Norvins situé dans une propriété où vécut Gérard de Nerval. La société immobilière propriétaire, prétextant la non-rentabilité de l'établissement, voulait le vendre. L'A.P.E.L. proposa de le racheter ; son but : conserver le cours secondaire et créer un centre d'accueil social et culturel dans les bâtiments jusqu'à présent inexploités. Les parents d'élèves obtinrent une offre de vente de la part du P.D.G. de la société immobilière ; mais ce dernier préférerait, semble-t-il, vendre l'école à l'un des rois des salles de jeux françaises, bref la remplacer par un tripot.

La décision, pourtant, ne devrait pas faire de doute, entre un projet conforme aux intérêts des Montmartrois, et la transformation d'un espace boisé en tripot au seul profit d'« industriels du fric » dont les projets pourraient amener un nouveau Pigalle sur la Butte. Inutile, évidemment, de compter sur une municipalité sans pouvoirs et une préfecture à qui échappe l'enjeu de l'opération.

Qui obtiendra gain de cause ? Les Montmartrois ou les spéculateurs ? C'est un match à suivre et à gagner. C'est à quoi s'emploie la section NAF du 18^e — avec l'A.U.D.E. et le comité « Sauver Paris » : réunion publique d'information le 7 mars, distributions massives de tracts, affichages pour sensibiliser les habitants du 18^e arrondissement à ce scandale qui les concerne au premier chef.

sauver Monceau

Les hôtels Henri-Menier, Gaston-Menier et Emile-Menier, bâtis au XIX^e siècle, constituent un ensemble architectural essentiel à l'harmonie générale du parc Monceau qu'ils bordent. Construits avec un goût rare pour l'époque, il était cependant nécessaire de les restaurer. C'est ce que proposait un particulier qui souhaitait les racheter. Une société anonyme s'est alors interposée et, offrant un prix supérieur du simple au double pour le rachat des hôtels Menier, a fait connaître son intention de les raser et de les remplacer par des buildings à bureaux.

Contre ce massacre d'un des plus beaux sites de Paris, contre cette scandaleuse opération financière, contre le Ministère de l'Équipement qui avait assuré que le 8^e arrondissement ne serait pas un quartier de bureaux, le comité « Sauver Paris » l'A.U.D.E. et la N.A.F. ont organisé une journée d'action commune le 4 mars : distribution de tracts d'information dans tout l'arrondissement, signature de pétitions devant les hôtels Menier, discussions avec les habitants du quartier. Plus de 700 signatures et le soutien actif de nombreux Parisiens du 8^e ont soldé cette journée de lancement de la campagne « Sauver Monceau ».

(Permanence « Sauver Monceau » tous les mardis à 21 h., salle Petrisans, 30, avenue Niel, Paris 17^e, M^o Ternes).

sauver Notre-Dame

Le projet le plus criminel à l'égard de Paris reste la création de la voie express Rive-Gauche, à laquelle le gouvernement semble résolu depuis longtemps : inaugurant la voie Rive-droite en 67, le Premier ministre Pompidou avait déjà souhaité la création de son « nécessaire parallèle ». Depuis, nous savons que « Paris doit s'adapter à l'automobile », dût-on pour cela mettre à bas ses plus beaux monuments. Inutile de revenir sur les arguments délirants selon lesquels les voies express doivent faciliter la fluidité de la circulation : il est évident que, chaque automobiliste étant ainsi incité à venir au cœur même de Paris, les problèmes resteront les mêmes. Par contre, c'est le site parisien dans ce qu'il a de plus pur, de plus essentiel, qui est menacé : du Pont-Sully au Pont-Royal, l'Île Saint-Louis, la Cité et Notre-Dame, les rives de la Monnaie et du Quai de Conti vont pâtir de cet « urbanisme » démentiel.

— Du Pont Sully au Pont de l'Archevêché, soit face à l'Île Saint-Louis, on nous promet des « jardins en escalier » semblables à ceux d'en face, rive droite : quelques arpents de gazon derrière un mur de plexiglas qui n'arrêtent évidemment ni le bruit ni la puanteur des voitures ; quant au site, il est irrémédiablement saccagé.

— Du Pont de l'Archevêché au Petit-Pont, toute la place disponible entre les quais et la Seine est occupée par le souterrain S.N.C.F. Austerlitz-Orsay. Pour garder au fleuve sa largeur navigable, il faudra donc rogner le long de Notre-Dame pour permettre d'avancer la rive gauche. Résultat : d'un des plus admirables sites du monde, il ne restera plus rien. Il est aussi question de supprimer purement et simplement le Pont-au-Double, ce qui aura pour effet d'accroître la circulation sur le Petit-Pont déjà saturé.

— Du Petit-Pont au Pont-Neuf, il faudra de même créer une berge là où il n'en existe pas : finis les arbres et les pavés séculaires du quai des Orfèvres.

— Du Pont-Neuf au Pont des Arts, face au Louvre et au Vert-Galant, plus de berges non plus : le Pont des Arts sera reconstruit (pourquoi ne pas l'ouvrir à la circulation, pendant qu'on y est ?), et la voie express recouverte d'un « parvis ».

Ce projet délirant, auquel le baron Haussmann n'aurait pas songé même dans ses mauvais jours, sera empêché résolument et par tous les moyens par la N.A.F. D'ores et déjà, elle a récolté avec le comité « Sauver Paris » et l'A.U.D.E. plus de quatre mille signatures à une pétition diffusée au Quartier latin, et envisage dans ce secteur des actions de grande envergure pour arrêter coûte que coûte le saccage du cœur de Paris.

POUR SUIVRE CHAQUE SEMAINE LA NOUVELLE ENQUETE
SUR LA MONARCHIE

Abonnez-vous à la NAF Hebdo 35 F.

Nom Prénom

Adresse

C.C.P. N.A.F. 642-31

Bulletin à renvoyer :

N.A.F., 17, rue des Petits Champs
Paris 1^{er}

Date Signature

Pour une CHARTRE DE L'URBANISME

I. - PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. — La cité n'est pas un simple lieu d'habitation, mais l'endroit où l'homme domine et humanise la nature en concentrant à son service les multiples produits de son activité industrielle. Par son organisation la cité doit stimuler l'épanouissement des diverses dimensions de la personnalité humaine, aussi bien psychologiques que physiologiques, spirituelles que matérielles. La cité est enfin le lieu privilégié où l'homme peut entrer en communication avec ses semblables et réaliser sa condition d'animal social.

2. — La ville doit donc permettre à chaque être de réaliser simultanément et sur un espace qui ne soit pas démesuré trois aspirations fondamentales :

— exercer un emploi qui lui permette de gagner décemment sa vie ;

— habiter un logement convenable qui préserve l'intimité de sa vie familiale ;

— se détendre et se réjouir en se sentant intégré dans une communauté vivante qui ne soit pas un obstacle à son affectivité, qui l'aide même à résoudre les interrogations qu'il se pose sur sa destinée.

3. — La cité traditionnelle a toujours cherché dans son ordonnancement à ménager des lieux de rencontre (agoras, places publiques ou rues) favorisant l'éclosion de l'amitié humaine et l'entretenant. Elle s'est toujours gardée, du moins en Occident, de couper trop nettement la ville en quartiers riches et quartiers pauvres. L'organisation du temps entretenait jours de travail et fêtes chômées afin de développer la sociabilité.

4. — De même, avant le XIX^e siècle, il n'est pas de ville qui n'ait son haut lieu, son acropole, où se trouvent palais et édifices religieux, ainsi que monuments qui reflètent les aspirations des habitants de la cité et qui l'individualisent.

5. — La cité ne saurait vivre en vase clos. Formant un tout cohérent, elle doit vivre en symbiose avec son environnement rural qu'elle contrôle sans l'étouffer, qui est pour ses habitants un arrière-pays indispensable tant sur le plan économique que sur celui du ressourcement. De même une hiérarchie souple entre cités, du village-centre à la métropole, est indispensable.

II. - LES ERREURS ACTUELLES

6. — Un peu partout en Occident, et notamment en France, la révolution politique et philosophique du XIX^e siècle s'est traduite par la négation de la cité en tant que communauté vivante. Le jacobinisme, au nom de l'égalité du « grand tout national », a supprimé les chartes des cités, réduit à peu de choses les pouvoirs de leurs magistrats élus pour transférer l'administration de la ville à un Etat lointain, émanation d'un suffrage universel indifférencié.

7. — L'Etat moderne, chargé d'attributions écrasantes, a été contraint de développer une bureaucratie de plus en plus lourde, tyrannique mais impotente, décidant de tout dans l'irresponsabilité la plus totale. Son anonymat favorise l'action des groupes financiers et

« lobbies » contenus tant bien que mal jusqu'alors. Le critère de la rentabilité économique est le seul qui ait présidé à l'organisation de la cité moderne.

8. — Dans ce cadre, l'extraordinaire développement scientifique, technologique et industriel du monde contemporain, loin d'avoir le rôle libérateur qui aurait dû être le sien, a accéléré la désintégration de la cité.

9. — Alors que l'exode rural augmentait d'année en année depuis cent cinquante ans, les activités économiques se sont concentrées dans les grandes villes considérées comme un réservoir commode de main-d'œuvre, sur les bassins miniers et surtout autour de la capitale qui monopolise les leviers de décision politiques. Ainsi se sont constituées d'énormes mégalo-poles.

10. — Dans ces agglomérations, les usines se sont implantées de façon anarchique. Nul ne s'est soucié de les intégrer dans la cité, d'éviter une scandaleuse pollution des secteurs industriels, de rapprocher les lieux d'habitat des ouvriers de ces nouveaux lieux de travail.



11. — Bien plus, la spéculation immobilière a abouti à faire réserver le centre des villes aux banques et aux bureaux. Des opérations de « rénovation urbaine » ont transformé certains quartiers populaires en zones de haut standing résidentiel, contraignant la plupart des habitants à s'exiler vers les banlieues.

12. — Des centres de ville sinistres après la fermeture des bureaux, des banlieues d'habitation sans vie, constituées de pavillons et de blocs d'immeubles, voilà à quoi se résume cent cinquante ans d'urbanisme contemporain.

13. — Le développement de l'automobile a été un alibi pour aggraver l'éclatement de la cité en zones d'habitat, de travail et de loisir, aboutissant à éventrer davantage le tissu urbain par la création de grands axes de circulation.

14. — Les monuments sont devenus des musées et ne sont plus les centres et symboles de la fête.

III. - POUR UNE RENAISSANCE DE LA CITE

15. — La cité ne renaîtra que si dans sa cellule de base, le quartier, les trois fonctions principales sont à nouveau intimement associées.

16. — Les lieux de travail doivent être à une distance convenable des lieux d'habitat. La découverte de techniques anti-pollution, pour peu qu'elles soient imposées aux entreprises, doivent rendre ce rapprochement possible. L'industrie peut aujourd'hui, évoluer vers des activités moins polluantes.

17. — Les formes d'habitat peuvent être diverses, mais elles doivent éviter que les liens de voisinage ne soient distendus. Les immeubles dépersonnalisés et les interminables alignements de pavillons banlieusards sont également à proscrire. Les logements doivent être suffisamment vastes, l'agencement des immeubles tels que l'on puisse éviter la scandaleuse ségrégation des vieillards.

18. — La rue doit recouvrer sa fonction de lieu de rencontre. Certaines voies doivent être réservées aux piétons et les autoroutes contourner les villes. Des cours, des placettes à l'intérieur des blocs d'habitation, des salles de réunions sont indispensables pour revivifier le quartier.

19. — De même, une certaine irrégularité dans le tracé des plans, une diversité harmonieuse dans les constructions est le meilleur antidote à la monotonie des grands ensembles.

20. — La fonction ludique est à réhabiliter : terrains de jeux et de sports, espaces verts — qui n'ont pas seulement un rôle d'hygiène et d'embellissement — sont indispensables à cet égard tout comme la reconquête des ensembles monumentaux par le public.

21. — Un programme de renaissance urbaine ne pourra être appliqué que si des institutions municipales appropriées le permettent : les conseils de quartiers et les conseils d'agglomération élus par les habitants responsables devant eux, doivent être affranchis de la tutelle étatique, munis de pouvoirs financiers importants et être responsables de l'élaboration des schémas d'urbanisme. Par le biais des taxes, voire par celui de la municipalisation d'une partie des sols, ils doivent pouvoir contrôler le terrain à bâtir afin d'éviter la spéculation.

22. — Toute modification ou extension d'un quartier, toute création de quartiers et de cités nouvelles, doit être précédée d'une consultation des habitants réalisée à l'échelon municipal.

23. — La nécessité de remodeler les mégalo-poles et de les décongestionner, de revitaliser petits et moyens centres, suppose une concertation intermunicipale à l'échelon régional et l'élaboration d'un plan régional.

24. — La renaissance urbaine exige aussi que l'Etat joue un rôle de coordination et d'incitation afin que l'amélioration de la qualité de vie n'aboutisse pas à casser l'économie nationale. Elle suppose un Etat qui ne mette pas en tutelle les citoyens, qui soit capable de résister aux pressions des groupes privés.

25. — Les conditions historiques particulières à la France, la trop évidente concomitance entre la forme actuelle des institutions et le désurbanisme moderne incitent à conclure à la nécessité de la restauration d'un Etat monarchique et communautaire pour préserver la démocratie municipale.

La gauche du Christ

C'est un dossier fort bien documenté que nous livre Jacques Duquesne sur un « *surprenant mariage* », celui des catholiques avec la révolution. Comment s'est-il conclu ? Par quelles voies ? Avec quelles justifications ? Nous apprenons cette histoire sans difficulté dans un livre fait avec humour : ses « chrétiens de gauche », affectueusement, il les nomme *bâtards* !

Là où « *l'insistance sur la Nature fait place à l'insistance sur l'Histoire* », là se situe la gauche du Christ. Le dernier concile, en affirmant que « *le genre humain passe d'une notion plutôt statique de l'ordre des choses à une conception plus dynamique et évolutive* », a donné droit de cité à cette position idéologique. On est « de gauche » quand on croit possible l'action de l'homme sur sa nature propre, la transformation de cette nature par l'homme lui-même, qui devient ainsi participant de l'acte créateur divin.

C'est dans cet esprit qu'agissent les chrétiens de gauche, en économie, en matière sociale, en politique, etc... Et comme le démontre Jacques Duquesne, ils agissent au grand jour depuis qu'ils bénéficient de l'appui objectif de la hiérarchie catholique, ne serait-ce qu'en bénéficiant de sa reconnaissance *de facto* du

pluralisme politique parmi les fidèles.

Mais justement tout finit par déboucher sur la politique pour les chrétiens de gauche, avec le double péril :

— Exclusivité du politique, qui s'affranchit peu à peu du religieux,

— foi religieuse devenant un appoint du politique, et rien qu'un appoint.

L'auteur déplore que cela débouche sur les caricatures d'un vieux slogan : *politique d'abord*...

Il lui manque visiblement d'avoir étudié par lui-même la vraie riposte de Maurras : « *Le sentiment de l'ordre politique conduit à juger sûrement de l'ordre religieux* », que nous trouvons déjà dans *l'Enquête sur la Monarchie*. Autrement dit, la découverte de l'ordre naturel permet de supposer l'ordre en toutes choses, et doit finir par obliger à mettre de l'ordre en ses propres idées.

La démarche incertaine du chrétien de gauche ne peut être que celle de l'aveugle, tant qu'il n'a pas senti l'ordre réel du monde. Qu'il fasse, cette découverte ; tout s'arrangera de soi, et sa générosité exemplaire débouchera sur un véritable progrès, un véritable civisme actif.

M. L.



Jacques PAUGAM	
L'Age d'or du maurrassisme	35 F
Gabriel MATZNEFF	
L'Archimandrite	12 F
La Caracole	12 F
Comme le feu mêlé d'aromates	12 F
Le Défi	10 F
Jean-François CHIAPPE	
Cadoudal ou la liberté	34 F
Jean-Marie DOMENACH	
Le retour du Tragique	18 F
Christian DEDET	
L'exil	11,50 F
La fuite en Espagne	9 F
Le plus grand des taureaux	9 F
Le métier d'amarit	11,50 F
Jacques DINFREVILLE	
Messieurs les Ex ou le fil de l'honneur	12 F
Le roi Jean	
(Vie et mort du maréchal de Lattre de Tassigny)	18,50 F
Michel DEON	
Megalonose	13,50 F
Le rendez-vous de Patmos	24 F
Paul SERANT	
Lettre à Louis Pauwels sur les gens inquiets	14 F
Jacques LAURENT	
Offense au chef de l'Etat	13 F
Au contraire	17 F
Les corps tranquilles	23 F
Pierre BOUTANG	
Les abeilles de Delphes	9,50 F
La maison un dimanche suivi de Madame Dorlinde	2,90 F
Quand le furet s'endort	2,90 F
Sartre est-il un possédé ?	2,60 F
BROCHURES	
La N.A.F. et le gauchisme	2 F
Pays légal - Pays réel	2 F
Carnet de chant royaliste	3 F
Fiches d'études doctrinales et techniques :	
— la philosophie politique	2,50 F
— la science politique	1,50 F
ATTENTION !	
— Les actes du 1 ^{er} Congrès royaliste universitaire sont épuisés.	
— Le « petit manuel royaliste » est en cours de réimpression.	

Adressez vos commandes à la Nouvelle Librairie d'Action française, 17 rue des Petits-Champs, 75-Paris (1^{er}), accompagnées de leur montant augmenté de 10 % pour frais d'envoi. C.C.P. : NAF - 642-31.

Les erreurs monumentales de Michel Ragon

Ce livre n'est pas un traité d'urbanisme ou d'urbanologie, mais un réquisitoire souvent violent, jamais outrancier, contre les aberrations de l'architecture, contemporaine ou autre. L'auteur y dénonce non seulement les erreurs d'Haussmann, mais aussi celles de Le Corbusier, la ségrégation par revenu et par classe d'âge des villes actuelles, les espaces verts de pacotille, la trop grande importance donnée à l'automobile :

« Le plus simple parut de détruire une partie de la ville ancienne pour faire de belles voies droites, telles que les aiment les voitures. Ces dernières arrivant de plus en plus nombreuses, grâce à des entrées triomphales, mais ne pouvant pas s'arrêter faute de parking, on démolit encore dans la ville ancienne, pour faire des garages. Comme ces garages permettaient dorénavant aux voitures de sta-

tionner, le flot des nouvelles voitures grossit. On élargit encore les rues, on élargit encore les parkings. Et un jour il se produisit ce phénomène ubuesque : les voitures pouvaient enfin circuler et stationner dans la ville, mais il n'y avait plus de ville, tout avait été détruit au profit de la voiture ».

Ce livre rappelle avec force que la ville ne doit pas être un lieu de passage, mais un lieu où l'on habite, où les hommes aiment se rassembler, un foyer de civilisation. Mais il esquisse trop brièvement ce que devrait être la cité, ses rapports avec le pouvoir politique et conclut par un renvoi au « constructivisme » (URSS 1920...), doctrine qu'il explicite assez peu. La partie positive est insuffisante et présente quelques incohérences.

F. M.

M. Ragon : Les erreurs monumentales (Hachette).

3^e colloque Maurras

Faisant suite à ceux de décembre 1968 (Maurras et la vie française sous la III^e République) et de Pâques 1970 (Tendances et perspectives des études maurrassiennes), ce troisième colloque marque l'institution de rencontres périodiques consacrées aux recherches sur la pensée maurrassienne et l'histoire de l'Action française.

En cette année du vingtième anniversaire

de la mort de Maurras, la création à Aix du Centre Charles-Maurras, destiné à faciliter toutes les investigations scientifiques, apporte la certitude qu'une histoire jusque là polémique retourne enfin au champ normal de la connaissance objective. Que M. le Colonel Rémy ait accepté de présider ces journées d'étude en délivre le meilleur témoignage.

INSCRIPTION :

Nous prions tous les militants de la N.A.F. qui participeront aux travaux du colloque de nous écrire. Nous leur ferons parvenir l'ensemble des renseignements sur ce colloque.

A nos Abonnés

Afin de soulager la Direction administrative de la nouvelle Action française, ceux de nos abonnés qui le souhaitent peuvent envoyer dès maintenant leur renouvellement d'abonnement, par chèque postal ou bancaire à l'ordre d'A.F. UNIVERSITE, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

Bien spécifier sur l'envoi : « renouvellement un an » ou « renouvellement deux ans ».

Classes sociales et Révolution : mythe ou réalité ?

Pour la première fois, la question fondamentale est posée aux marxistes : le prolétariat est-il toujours destiné à devenir la classe dominante ? Sinon, y a-t-il des classes révolutionnaires par nature ? **Frédéric Bon** et **Michel-Antoine Burnier** dans leur livre « **Classe ouvrière et révolution** » (1) remettent en cause le postulat incontesté du marxisme : le rôle révolutionnaire et rédempteur de la « classe ouvrière ». Même les révisionnistes les plus audacieux n'allaient pas jusqu'à cette négation qui frappe de caducité un siècle d'élaboration théorique marxiste fondée sur le prolétariat. Le plus connu de ces révisionnistes, **Roger Garaudy**, se contente d'élargir le prolétariat par l'adjonction dans le nouveau « bloc historique » des couches en expansion : techniciens, cadres, étudiants. Le livre de **Bon** et **Burnier** se situe dans une autre problématique. Les mutations contemporaines qui font de la science et de la technique les éléments majeurs de la production entraînent l'apparition de classes sociales neuves distinctes du prolétariat et de la nouvelle bourgeoisie, reléguant la classe ouvrière au rang des classes en régression et luttant contre la nouvelle bourgeoisie qui leur refuse un statut social correspondant à leur rôle.

fin de l'ouvriérisme

Une constatation s'impose : nulle part le prolétariat n'est parvenu à prendre le pouvoir dans les nations industrialisées. Les seules révolutions à prétentions marxistes se sont déroulées dans les pays d'Europe à économie rurale et dans le Tiers-Monde. Encore, dans le premier cas, seule l'intervention extérieure (l'armée rouge) a permis d'établir un « état socialiste ». Dans les pays du Tiers-Monde les révolutions marxistes (ou prétendues telles) ont eu pour base la paysannerie et non des prolétariats faibles ou inexistantes. Cet échec politique se double d'une récupération de mouvements insurrectionnels primaires comme la Commune, qui ne fut que le dernier sursaut de couches pré-industrielles (petits commerçants et artisans parisiens) contre

une bourgeoisie ascendante et non sur le déclin comme le prétendent certains marxistes.

Si la justification historique du rôle du prolétariat est faible, plus faible encore apparaît le raisonnement théorique qui le fonde. Dans les œuvres de jeunesse de Marx (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*), la mission du prolétariat est établie de façon moraliste : « il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de torts particuliers, mais un tort en soi... ». Cette simple phrase suffit à fixer le rôle du prolétariat. Tout y est : l'imagerie romantique (les chaînes), le messianisme (la classe universelle), le moralisme (les souffrances), la prétention à un rôle rédempteur. Ce marxisme « apocalyptique » vite abandonné au profit d'un habillage « scientifique » revit aujourd'hui : gauchistes maoïstes et chrétiens progressistes reprennent à leur compte cette conception téléologique de l'Histoire.

Cette dialectique du maître et de l'esclave laisse de côté toutes les conditions économiques et sociales pour ne plus retenir que le « **soupir de la créature accablée** ». Très vite, Marx s'aperçut de la faiblesse de cette argumentation et s'attacha à démontrer le rôle essentiel du prolétariat par l'évolution de la dynamique interne du capitalisme. Là encore, la logique manque ; rien ne prouve que le capitalisme est le dernier mode de production : l'apparition de la société post-industrielle à formes productives nouvelles le confirme. D'autre part, l'« **oppression du prolétariat** » ne lui confère aucun rôle particulier ; le fait d'être exploité n'est pas une garantie automatique du rôle révolutionnaire. Ce rôle suppose que la classe ouvrière soit la dernière classe de l'Histoire, ce que dément la croissance continue des secteurs tertiaires et quaternaires. Même si la classe ouvrière était potentiellement révolutionnaire, un détonateur extérieur serait nécessaire. Le seul à l'avoir compris est Lénine qui disait : « la

classe ouvrière est naturellement réformiste », ce qui signifie que la conscience lui vient de l'extérieur et que l'axe révolutionnaire se situe dans le Parti qu'il s'agit de brancher sur la classe concernée.

Les conséquences de ce transfert sont connues : prééminence des intellectuels dans le mouvement ouvrier, constitution de la caste bureaucratique. Un thème revient dans la définition de « **crise révolutionnaire** » : la jonction du parti et de la classe qui vient à bout de l'ordre ancien. Le seul inconvénient de cette théorie est que la jonction ne s'est jamais produite. A ce manque, les marxistes répondent en invoquant la « **trahison des appareils** », sociaux-démocrates jadis, staliniens, puis communistes. Comme le disent **Bon** et **Burnier** dans l'introduction à leur livre : « **curieuse conception, qui fait de l'histoire de la classe ouvrière un long mélodrame où celle-ci est perpétuellement séduite et abandonnée par des chefs qui ne lui promettent le socialisme que pour satisfaire d'ambitieux intérêts** ». En fait une distinction s'impose entre la classe ouvrière concrète, à la fois intégrée et en marge de la société et une classe ouvrière « historique » bâtie à partir d'un postulat idéaliste. Les marxistes s'évertuent depuis un siècle à faire coïncider les deux sans succès présent, ni futur.

la mutation technicienne

La classe ouvrière n'est donc plus l'élément de pointe de l'évolution sociale. Le changement dans les forces productives tient au rôle croissant de la science et de la technique dans la production, et partant des scientifiques et des techniciens. Cette évolution est d'autant plus irréversible que la recherche scientifique conditionne le progrès des techniques. Le système ne vit que par l'innovation permanente qui stimule production et consommation. La question sociale ne se juge plus en termes de « masses » (ce mot correspondait parfaitement au temps du taylorisme), mais en termes de spécialisation, de création et d'utilisation du savoir. Alors que le secteur secondaire

Abonnez-vous à la NAF hebdo 35 f.

(industrie) n'exigeait qu'une formation pratique sommaire, le secteur quaternaire (recherche) nécessite une formation théorique importante. La mutation sociale ainsi accomplie peut se résumer en trois étapes : création scientifique, transmission de cette création, mise en œuvre au niveau économique. Jadis, le processus partait d'une découverte pratique dont on tirait une théorie. Aujourd'hui, c'est la théorie qui entraîne les applications pratiques : la recherche est devenue la fonction économique et sociale la plus importante.

Ce bouleversement qui rompt avec la société industrielle classique repose sur l'innovation technique et la croissance continue des fonctions d'organisation et d'administration. Une première contradiction apparaît : d'une part, la « nouvelle société » repose sur la recherche et la nouveauté érigées en système ; d'autre part, les fonctions d'organisation et d'administration freinent ce progrès scientifique et technique. La science crée indirectement la bureaucratie qui la limite. Cette contradiction se répercute dans le domaine des relations sociales. Les techniciens (ici, le mot désigne l'ensemble des fonctions scientifiques et techniques) relèvent d'une situation ambiguë : couche avancée de l'évolution sociale, ils sont sous la dépendance directe de la technobureaucratie.

Pour la première fois, il existe une séparation entre le savoir (dans tous ses aspects : élaboration, diffusion, utilisation, reproduction) et le pouvoir, le second utilisant le premier. Le lieu privilégié de cette distorsion est l'université qui a désormais pour objet de fournir à la techno-bureaucratie le personnel dont elle a besoin. C'est ce qui explique le caractère extrême des luttes universitaires et la « potentialité » révolutionnaire reconnue aux étudiants. Marcuse n'avait pas tort quand il voyait dans les étudiants (en tant que sujets de la manipulation technocratique et futurs producteurs) le véritable moteur révolutionnaire. Il est nécessaire d'ajouter que l'accomplissement du processus révolutionnaire ne peut se produire qu'au sein de l'intégration sociale et non pas à son origine.

la coupure révolutionnaire

Mais la contradiction fondamentale tient à l'importance de la fonction « technique » face à l'inexistence du statut social qui devrait y correspondre. C'est par cette contradiction que peut se définir une classe révolutionnaire. A la pointe de l'évolution sociale, elle est tenue dans un état de sujétion. Deux autres caractéristiques peuvent la définir : son caractère de minorité en pleine expansion, et sa radicalisation inévitable parce qu'elle est exclue du pouvoir et que sa montée sociale entraîne un déséquilibre au sein de la société. Bon et Burnier donnent la clé de la rupture : « la classe révolutionnaire rompt avec l'ancienne société parce qu'elle n'en participe pas vraiment ». Mais la rupture ne peut intervenir qu'au sein d'une société en crise, en pleine mutation sociale et culturelle, à laquelle s'ajoute l'opposition entre le pouvoir et les classes montantes. Pour peu que le pouvoir manque de possibilités d'adaptation, la crise devient révolution. Cela ne signifie pas que la mutation soit totale : dans une société en crise coexistent secteurs archaïques et secteurs de pointe, comme à l'heure actuelle.

Au-delà de l'apparition concrète de la classe révolutionnaire, celle-ci doit se constituer une idéologie et un « groupe pensant ». A l'heure actuelle, ce processus est encore confus : alors qu'aux Etats-Unis, une partie des couches techniciennes adopte l'idéologie anti-autoritaire, en France, les « techniciens » sont victimes des mythes technocratiques ou du néo-marxisme garaudyste. L'idéologie contribue à accentuer la coupure entre la classe révolutionnaire et le reste de la société, mais sert surtout de catalyseur et de facteur d'unification.

C'est précisément ce qui manque au prolétariat dont l'idéologie vient du dehors, véhiculée par des « intellectuels bourgeois ». Mais le processus d'« homogénéisation » de la classe technicienne n'est pas achevé : son idéologie est encore trop dépendante des manipulations du système technocratique et les conditions politiques ne sont pas réunies. Le futur « technicien » dans l'université est trop tributaire de mythes idéologiques (rouseauisme, ouvriérisme) pour jouer un rôle révolutionnaire positif : en tenant l'usine classique et non l'université pour le lieu révolutionnaire privilégié, il renforce le système existant. Sa fausse conscience révolutionnaire le fait régresser dans le temps, et vivre la révolution comme une reconstitution archéologique de la Commune ou de 1917. Devenu « technicien », il se contentera de reprendre en les adaptant les schémas de la bureaucratie qu'il combat comme groupe oppresseur.

rupture ou intégration ?

La révolution est toujours une rupture violente avec un ordre antérieur. Elle vise à accélérer le cours de l'Histoire en brûlant les

étapes du « mûrissement ». Il ne suffit plus de laisser croître la crise, mais de la transformer en révolution. Loin de constituer un aboutissement logique, la révolution est le fait d'une classe impatiente qui liquide par la force les institutions antérieures et les archaïsmes sociaux. Mais cette révolution ne peut intervenir qu'en cas de « creux », de vacance provisoire du pouvoir. La volonté révolutionnaire ne fait alors que s'engouffrer dans un vide brusque et souvent provisoire. Bon et Burnier en déduisent fort justement que « la situation et le caractère révolutionnaire d'une classe sont temporaires, historiquement déterminés et datés ».

Si la classe révolutionnaire laisse passer l'occasion, les mécanismes d'intégration joueront et la classe tentera d'aménager sa place à l'intérieur du cadre existant en le transformant lentement à son bénéfice, mais sans en changer la nature. C'est d'autant plus possible que la société actuelle possède des mécanismes d'intégration suffisamment puissants et qu'elle « programme » jusqu'aux oppositions et aux révoltes. Pour éviter la récupération, la classe révolutionnaire constituée idéologiquement et politiquement devra s'assurer l'appui d'autres couches sociales insatisfaites, « révoltées » mais non révolutionnaires.

Tout changement profond exige le passage par des étapes précises : l'élaboration d'une théorie liquidera les motivations idéologiques des institutions en place et proposera un corps d'idées différent. Cette exigence théorique vise les idées des « réformateurs » et celles des « contestataires primaires » : ouvriérisme, marxisme, utopisme agraire, conduites dites de « transgression ». Dans un deuxième temps, l'analyse précise du monde actuel s'imposera : personne ne l'a encore entreprise. Enfin, une stratégie offensive devra viser à faire sauter les mécanismes de récupération et à envenimer les conflits multiples de la société technobureaucratique.

Cette stratégie devra gagner les couches analysées par Bon et Burnier pour trois raisons majeures : leur processus d'émergence se situe dans l'université ; ces couches se situent dans le fil de l'évolution sociale ; enfin leur potentialité révolutionnaire est certaine et permet de liquider l'ouvriérisme marxiste et la technocratie.

A ce prix, nous serons vraiment « une Action française pour la Société post-industrielle ».

Francis BERTIN

(1) Classe ouvrière et révolution - Collection Politique (Seuil).

Conférence Nationale Universitaire

(Vendredi 7 avril - Samedi 8 avril)

La Conférence nationale universitaire se tiendra à Grenoble les 7 et 8 avril.

Cette conférence a deux missions :

1° — Un travail à long terme : fournir un premier document de fond, dans le cadre du plan donné dans AFU (cf. article « continuer le CRU », n° de février). Ce document est l'élément de base d'une « Enquête sur la jeunesse », destinée à orienter notre action (organisation, presse, campagnes,...).

2° — La conférence de Grenoble devra effectuer un premier bilan des activités de la NAF en secteur universitaire ; à partir des expériences de chaque section, elle élaborera des thèmes et des moyens d'actions tactiques immédiatement applicables ; parallèlement, elle établira un projet d'organisation du Mouvement pour le secteur universitaire.

Détails pratiques : cette conférence commence le vendredi 7 avril à 9 h. 30 et

prend fin le samedi 8 avril à 12 h. 30 (une session de formation commençant à 15 h. 30 pour les militants Rhône-Alpes). Lieu : St-Hugues de Biviers (6 km de Grenoble), à flanc de montagne. Prix du séjour complet : 50 F. (amener des sacs de couchage). Les gens qui remonteront du Colloque d'Aix le jeudi soir, seront accueillis par la Section de Grenoble.

Les inscriptions sont à adresser impérativement au S.N.U. avant le 25 mars (joindre le versement du prix indiqué au C.C.P. NAF Paris 642-31).

Renseignements et documentation :

Pour mieux saisir l'esprit dans lequel se situe les travaux de la Conférence, il importe de lire et d'assimiler les Actes du CRU ainsi que l'article « Réflexion stratégique sur les luttes universitaires » (AFU de février, n° 172 p. 4-5).

SECRETARIAT NATIONAL
UNIVERSITAIRE

DES FRANÇAIS POUR UN ROI

« Aujourd'hui, la maison de France et le peuple ont encore un même but : un ordre social vraiment humain ».

*Mgr. le Comte
de Paris*

Le poète a chanté la fin d'un règne :

« O Versailles, ô bois, ô portiques.
« Marbres vivants, berceaux antiques.
« Par les Dieux et les rois Elysée embelli,
« A ton aspect, dans ma pensée,
« Comme sur l'herbe aride une fraîche rosée,
« Coule un peu de calme et d'oubli.
« Paris me semble un autre empire... »

Dans son ode à Versailles, André Chénier a tout dit sur la joie de vivre et la paix qui régnaient en ce haut lieu de l'intelligence française. Cette véritable cité administrative, siège de l'Etat pendant plus d'un siècle, était l'œuvre collective d'une famille, en vue de l'agrément de sa vie et de celle de ses serviteurs, ministres et hauts fonctionnaires. De Louis XIV, maître d'œuvre du Château et concepteur de génie, à Louis XVI, protecteur des arts champêtres et artisan lui-même, une vraie petite ville fut édifiée « à la campagne ». Le 19^e siècle, qui n'y entendait rien, tourna le dos à Versailles, et y ouvrit un musée. Et nos contemporains, empêtrés dans leurs contradictions, perpétuellement hésitants entre leurs velléités de retour à la terre et leurs perspectives ultra-citadines, sont incapables d'aménager leur cadre de vie, partie travail, partie loisir.

Les rois Bourbons, à la fois mécènes et chefs d'entreprise, avaient su inventer deux cents ans à l'avance, le bureau-paysage et la cité-jardin. D'où l'équilibre de vie dont ils ont fait preuve, et que ne parviennent pas à atteindre nos ministres et P.D.G., avides de week-ends dits « de détente ». Il est certain que l'homme de décision a besoin de réfléchir à l'aise, débarrassé des contraintes routinières et de l'empire des masses ; il a besoin de recul par rapport à l'événement. Et pour affronter les périls publics, il lui faut un grand réconfort intérieur, acquis par une existence équilibrée.

Bien des militants de la NAF sont appelés à devenir de ces hommes de décision, de ces Français actifs. Faute des conditions matérielles suffisantes, ils sont contraints d'obtenir par les seules voies intellectuelles et morales ce réconfort intérieur qui permet de tenir tête à l'événement et de le dominer sans complexe. Maurras y était parvenu à travers « le goût simple, l'appétit passionné du vrai », la conviction de travailler à toujours obtenir raison, mais dans une juste appréciation de sa situation étroitement dépendante de toute une mécanique préexistante, irréformable et infinie. « Le soleil est là-haut, que nous ne créons pas, ni ses sœurs les étoiles. C'est à nous de régler au céleste cadran, comme un peu de nos idées-mères, la démarche de notre cœur et de notre corps. Nous ne possédons qu'à la condition d'acquiescer la notion de nos dépendances pour conserver un sens de la disproportion des distances de l'Univers ». (Quatre nuits de Provence ; les degrés et les sphères »).

Mais notre maître avait conforté ce réalisme intellectuel, après cette « nuit du Tholo-

nel » souvent citée par Gérard Leclerc, en se dégageant « de l'inextricable malaise qu'imposent ou suscitent l'enflure de l'orgueil, les fermentations de la brigue, les fumées des espoirs et des vœux de domination » ; en bref, une vraie « purge », une discipline du comportement, une morale, qui lui a évité à jamais de « se tenir pour mesure de soi et pour soleil du monde ». On ne le répètera jamais assez. Un militant d'action française, a fortiori un journal, un mouvement, ne peut se prévaloir d'être à lui-même sa propre mesure et sa propre fin. Il doit se développer (et éventuellement jusqu'à en mourir) pour gagner le but fixé, qui est de servir la nation, cet agglomérat de familles françaises, héritier et messager d'une certaine civilisation, d'un certain art de vivre français. Il sert « la déesse France », l'expression est justement de Chénier. Et selon Maurras : « Nul ne se repent d'adhérer à des idées meilleures que soi ».

Hommes de décision, Français actifs, j'imagine facilement comment ils peuvent comprendre un jour ce que nous souhaitons d'eux. Mais j'imagine moins facilement comment, le moment venu, ils se sentiront suffisamment concernés pour agir dans notre sens, c'est-à-dire politiquement, au-delà de leurs préoccupations professionnelles. Il leur faut acquiescer à la fois la notion du but à atteindre, et aussi la volonté d'y parvenir : redécouvrir que, depuis Aristote, « le maître a plus de devoirs que l'esclave ».

Notre école d'Action française ne peut donc se limiter à l'exposé des idées. Il lui faut faire bien plus. Et, soit dit en passant, c'est ce que tente de faire A.F. UNIVERSITE depuis dix-sept ans. De mars 1955 à mars 1972, notre journal a essayé de forger ces nouvelles équipes de « jeunes maîtres », tous convaincus de s'instruire et se former, se dévouer et se discipliner, en vue du bien public. Ils ont vu la fin de la quatrième république, la naissance de la cinquième, Mai 1968, la crise récente de notre mouvement ; et ils ont chaque fois témoigné, selon la formule saisissante de Bernanos à Maurice Clavel, « pour ce qui dure contre ce qui fait semblant de durer ». Il n'est maintenant question que de continuer formation et témoignage, de la manière évidemment la mieux adaptée.

Ni le soleil, ni les étoiles, ni les lois de la politique ne changeront. L'apparence physique, le mode d'expression, le dosage des articles d'un journal peuvent changer, mais toujours avec le souci de l'intelligence des problèmes, en vue de la royalisation du pays.

Nous reviendrons dans le courant de l'année, sur le programme des améliorations qui seront apportées au journal, après celles de la NAF-hebdo. Elles seront pour nous l'occasion renouvelée de faire comprendre le Roi au Peuple et le Peuple au Roi, tâche immense et difficile, à la mesure de nos ambitions.

Michel LEDOYEN